

Les chefs religieux afghans et pakistanais menacent les Etats-Unis d'un djihad
Article paru dans l'édition du 20.09.01

A Kaboul, les oulémas, réunis mercredi 19 septembre, disent vouloir protéger Oussama Ben Laden en l'absence de preuves de sa culpabilité dans les attentats de New York et de Washington. Un appel à la guerre sainte a été lancé par les dignitaires d'Islamabad, si le pays était attaqué

TERRORISME Une réunion de plus de mille oulémas (théologiens musulmans), a commencé, mercredi 19 septembre, à Kaboul. Dans un message au conclave, le chef suprême des talibans d'Afghanistan, mollah Mohammad Omar, a exclu toute extradition d'Oussama Ben Laden sans preuve de sa culpabilité dans les attentats contre les Etats-Unis. JACQUES CHIRAC a déclaré, mardi, après avoir rencontré George Bush à la Maison Blanche, qu'une coopération militaire de la France était « concevable » sous condition d'une concertation préalable sur ses objectifs et ses modalités. LE CONSEIL DE SÉCURITÉ de l'ONU a exigé, mardi, à l'unanimité, la remise « immédiate et inconditionnelle » de Ben Laden. LE FRÈRE du commandant Massoud, décédé le 15 septembre, estime dans un entretien au Monde que le Pakistan « soutient les talibans » et « leurre » les Etats-Unis.

LES AMBASSADES occidentales au Pakistan ont donné, mercredi 19 septembre, des consignes de départ pour les familles et le personnel non indispensable. Le ministre irakien des affaires étrangères, Naji Sabri, a nié toute implication de son pays dans les attentats du 11 septembre. Cette mise au point fait suite aux déclarations du secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld laissant entendre que plusieurs Etats pourraient être impliqués dans la tragédie de New York et de Washington.

Pour parler entre le Pakistan et l'Afghanistan. Un millier de religieux afghans sont réunis au palais présidentiel de Kaboul pour décider du sort d'Oussama Ben Laden. L'InterService Intelligence (ISI), les services spéciaux pakistanais créés en 1948 sont un véritable Etat dans l'Etat. Son chef actuel, Mahmood Ahmad, a joué un rôle crucial dans le coup d'Etat qui a porté au pouvoir, le 12 octobre 1999, le général Pervez Moucharraf. En cas d'intervention militaire américaine au sol, le Pakistan sera au centre du dispositif, comme ce fut déjà le cas lors de la guerre contre l'occupant soviétique en Afghanistan.

L'Alliance du Nord, l'Asie centrale et le rôle du Pakistan. Mohammed Yahia Massoud, frère du commandant Massoud, ancien chef de la résistance au régime des talibans estime que l'ISI, les services spéciaux pakistanais, « a forcément trempé dans le meurtre de son frère ». Actuellement ambassadeur en Pologne du gouvernement afghan en exil, il est convaincu que le régime d'Islamabad « continue de leurrer les Américains » et cherche avant tout à gagner du temps. Pour lui, « l'ISI, les talibans et Ben Laden ont partie liée ». En dépit du « rapprochement antiterroriste » russo-américain, le rôle des républiques d'Asie centrale sera crucial en cas d'intervention militaire de Washington contre les sanctuaires d'Oussama Ben Laden. Est-ce que le président russe Vladimir Poutine, actuellement en vacances, laissera l'armée américaine prendre pied dans cette région pour l'ouverture d'un éventuel « front nord » ?

Une thèse sur Oussama Ben Laden. Au lendemain des attentats de New York et de Washington, un étudiant de l'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble, Florent Blanc, a présenté un mémoire de fin d'études sur « le cas Oussama Ben Laden : une approche des

relations entre les Etats-Unis et le terrorisme islamique ». Cette thèse illustre la manière dont l'homme le plus recherché par le gouvernement américain a été « recruté » par la CIA avant de devenir l'ennemi numéro un de Washington. Son organisation « sans centre décisionnel, sans structure fixe et sans attache territoriale » ne sera pas facile à supprimer. Pour Florent Blanc, Ben Laden reste avant tout « un ennemi pratique ». Selon les services de renseignements américains, il aurait cherché à se procurer des matières nucléaires.

Rencontre Bush-Chirac à Washington. « La coopération militaire peut se concevoir, mais dans la mesure où nous serions préalablement concertés sur les objectifs et les modalités d'une action dont le but et l'élimination du terrorisme » a déclaré le président de la République. Le chef de l'Etat s'est refusé à commenter les « différentes hypothèses » de riposte militaire, se contentant d'indiquer : « Je les comprends mieux à présent ». Et de préciser : « je ne sais pas s'il faut parler de guerre ». Lionel Jospin a par ailleurs souligné qu'il n'y aurait pas d'intervention de la France aux côtés de son allié sans un vote préalable du Parlement.

Les conséquences économiques. Les géants de l'assurance sont confrontés au plus grave sinistre de leur histoire. Le coût des attentats pourrait être compris entre 16 et 48 milliards d'euros. Le Lloyd's, qui couvre près de 25 % du marché mondial de l'assurance aviation et assure neuf compagnies aériennes sur dix, est sur des charbons ardents tandis que les primes maritimes au Proche-Orient et dans le sous-continent asiatique bondissent en raison des risques d'une riposte américaine. La Commission des opérations en Bourse (COB) a décidé d'ouvrir une enquête sur des variations de cours jugées anormalement élevées à la Bourse de Paris dans les jours qui ont précédé le 11 septembre.

L'enquête et le traumatisme des New-Yorkais. Donald Rumsfeld, secrétaire à la défense, a laissé entendre que plusieurs Etats pouvaient être impliqués dans les actes terroristes du 11 septembre tandis que le ministre de la justice, John Ashcroft, a affirmé qu'il semblait très probable que d'autres détournements étaient prévus. Au total, 75 personnes sont détenues dans le cadre de l'enquête et quatre d'entre elles ont été inculpées. A New York, personne n'exclut une autre attaque d'avion ou par exemple une contamination du système d'adduction d'eau par des produits bactériologiques, mais certains habitants appellent à ne pas tomber dans le piège tendu par Ben Laden : celui d'une réaction irrationnelle.